

Il faut préparer les réfugiés à reconstruire leur pays



Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 01 février 2017

On sait combien il est difficile au gouvernement français de faire admettre aux maires et aux populations l'installation de migrants venus de la "jungle" de Calais d'autant qu'on ne sait à quoi les occuper. Hollande a promis à Angela Merkel d'accueillir 28 000 réfugiés arrivés en Allemagne et beaucoup se trouvent sur le territoire dans des conditions plus ou moins régulières.

Nous parlons ici des migrants de Syrie, mais aussi d'Irak ou d'Afghanistan qui ont droit au statut de réfugié.

Un réfugié, en principe, n'est pas parti de son plein gré. Il souhaite, peut-on supposer, rentrer dans son pays dès que les conditions le permettront.

Ramener au plus vite la paix

La première chose à faire pour régler le problème des réfugiés est donc de ramener la paix dans les pays en guerre.

Faut-il rappeler que ce n'était évidemment pas la priorité des dirigeants occidentaux au cours des dernières semaines ? Nous savons maintenant que des militaires américains, français, anglais ou venus de pays de la région, encadraient les djihadistes d'Al Nosra (Al Qaida) résistant dans Alep-Est à la reconquête du quartier par les troupes gouvernementales. Comme personne n'espérait, ni ne souhaitait d'ailleurs, que les djihadistes prennent le pouvoir à Damas, il faut appeler la chose par son nom : l'action des dirigeants occidentaux tendait, tend peut-être toujours, à prolonger la guerre, pour mettre en difficulté la Russie mais aussi par refus de reconnaître un immense échec idéologique.

Même si la prise d'Alep Est constitue un pas important vers la reprise du contrôle total du territoire syrien par l'autorité légitime, il reste de nombreuses poches de résistance djihadistes dans le pays, dont celle de Deir-es-Zor où l'intervention de l'armée américaine a permis à Daech de reconquérir le terrain perdu. Ne rien faire qui empêche que ces poches soient rapidement réduites est, comme le rappelait récemment Jean-Luc Mélenchon, le seul moyen d'accélérer le retour à la paix.

En Irak, les rôles sont renversés puisque les Américains qui aident Daech en Syrie, les combattent en Irak. Ils ne semblent pas pour autant pressés de reprendre Mossoul. Peut-être cela changera-t-il avec Trump ?

Lever les sanctions

Aussi urgente que le retour de la paix est la levée des sanctions internationales, en particulier celles de l'Union européenne, qui frappent la Syrie. Sanctions inutiles : elles visaient à faire plier le régime et n'y sont pas arrivées. Sanctions inhumaines : comme toujours, ce ne sont pas les hiérarques du régime mais les populations qui souffrent de l'embargo : il frappe non seulement les produits de première nécessité, en particulier alimentaires, mais aussi les produits pharmaceutiques nécessaires pour soigner les enfants affaiblis par les privations ou les blessés de guerre. Il a terriblement ralenti l'économie syrienne. Plus encore que la guerre elle-même, qui touche moins depuis quelque temps les régions les plus peuplées (en

dehors d'Alep), ce sont les sanctions qui sont la cause de l'exode de près d'un million de Syriens vers l'Europe. La normalisation du pays passe par la levée rapide de ces sanctions. La mécanique implacable de Bruxelles dont est victime le peuple syrien saura-t-elle se faire souple et humaine ? Il faut l'espérer.

La levée des sanctions permettra la reprise des liaisons aériennes entre Damas et l'Europe. Les nombreux réfugiés qui se trouvent en Allemagne ou ailleurs et qui ont aujourd'hui le mal du pays rentreront dès que seront organisés des vols à bon marché. C'est en particulier le cas des lycéens de Damas et de sa région, qui sont partis en masse sur un mouvement d'emportement collectif, et dont beaucoup, se sentant de plus en plus mal accueillis, souhaitent revoir leur famille.

Préparer le retour au pays

Enfin, les destructions de guerre ont été considérables. Beaucoup de villes et de villages de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan sont à reconstruire. Il y faudra des chefs d'entreprises, des architectes, des contremaîtres, des maçons. Il y faudra des crédits internationaux pour un chantier qui devrait durer au moins dix ans. Qu'attendent les gouvernements occidentaux pour faire suivre une formation professionnelle aux réfugiés qui se trouvent en Europe sans rien faire et qui pourront ainsi reconstruire leur pays ? En France un organisme comme l'AFPA a une solide expérience de formation aux métiers du bâtiment. L'Union européenne a été jusqu'ici particulièrement inhumaine, les Etats qui la composent ayant armé les djihadistes et elle-même ayant imposé des sanctions très cruelles au peuple de Syrie : elle doit maintenant se rattraper et faire preuve de générosité, en envisageant par exemple un vaste plan Marshall pour le Proche-Orient et l'Afghanistan. C'est le moins que nous leur devions.